

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Impérialisme français, relations internationales (France) > Françafrique / Océan Indien occidental (France) > **Non à l'intervention militaire française au Mali, Non à « l'union sacrée » (...)**

# **Non à l'intervention militaire française au Mali, Non à « l'union sacrée » en soutien à cette guerre**

lundi 21 janvier 2013, par [PCOF](#) (Date de rédaction antérieure : 12 janvier 2013).

Le gouvernement français a décidé de faire intervenir des troupes françaises au Mali.

Après la Côte d'Ivoire, la Libye, c'est maintenant le Mali. C'est une décision qui engage la France dans une guerre dans une ancienne colonie française.

Cette option a été la seule qui ait été retenue depuis que le nord du Mali est aux mains de groupes islamistes armés.

Depuis le début, F. Hollande est intervenu pour que l'ONU donne le feu vert à une intervention militaire internationale, dont l'état major et la diplomatie française ont organisé les modalités concrètes.

Des hommes comme Ouattara, mis en scelle en Côte d'Ivoire par une intervention militaire dans laquelle la France a joué le rôle principal, Compaoré, à la tête du Burkina, qui n'a cessé de servir les intérêts de l'impérialisme français dans la région, quel que soit le gouvernement en place à Paris, ou Yayi Boni, l'autocrate béninois, servent de paravent « africain » à cette intervention militaire. Qui peut croire que la CEDEAO serait en mesure de mettre sur pied une force militaire indépendante de l'armée française ? Par contre, il apparaît clairement aujourd'hui que l'ensemble du dispositif militaire français déployé en Afrique a été mobilisé pour cette intervention.

La justification de cette intervention militaire française est la lutte contre les groupes armés islamistes qui contrôlent une partie du territoire malien. Ils menacent l'intégrité du Mali et font régner la terreur dans les zones qu'ils contrôlent. Mais leur présence et la facilité avec laquelle ils se sont déployés traduisent l'existence de profonds problèmes sociaux, économiques et politiques, que les régimes au pouvoir au Mali n'ont pas résolus, quand ils ne les ont pas aggravés par leur gestion du pays. C'est dire qu'une solution militaire, a fortiori, une intervention militaire étrangère, ne résout aucun de ces problèmes, bien au contraire.

Des forces maliennes ont dénoncé cette situation et ont refusé depuis le début une intervention militaire étrangère ; elles se sont prononcées pour que la question de l'intégrité du territoire malien soit du ressort de l'armée malienne. Elles n'ont pas été écoutées.

L'opération militaire s'avère compliquée et peut prendre du temps et mobiliser de plus grands moyens. Les victimes sont avant tout les populations civiles du Mali prises entre les deux feux.

Le renforcement du plan « vigipirate » entre dans la stratégie de tension et de conditionnement pour convaincre la population de notre pays qu'elle est peut être la cible d'attentats, dont les auteurs seraient liés de près ou de loin aux groupes islamistes agissant au Mali. Il participe de la volonté du gouvernement de créer un climat d'unité nationale, au moment où il développe une agressive

politique d'austérité qui frappe les couches populaires.

En toile de fond de cette intervention, il y a le contrôle d'une zone riche en matières premières stratégiques, notamment en Uranium qu'exploite Areva dans le Niger voisin et qui se trouve aussi dans le sous-sol malien.

Pour toutes ces raisons, et parce que la guerre de Côte d'Ivoire, d'Afghanistan et de Libye ont amplement montré que leur justification par la lutte contre le terrorisme et la défense de la démocratie n'est qu'un vaste mensonge, nous exprimons notre désaccord total avec cette intervention militaire de la France au Mali.

Nous réaffirmons la nécessité de mettre un terme à la politique connue sous le terme de « françafrique », une politique de domination économique, d'ingérence politique et militaire.

Nous affirmons que c'est au peuple malien, à ses forces démocratiques et patriotiques, de trouver les voies pour une solution politique à la crise que traverse leur pays.

Paris, 12 janvier 2013

**Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF)**

<http://www.pcof.net>

---